



Rythmes à Strasbourg ou la démocratie à géométrie variable : les conseils d'écoles méprisés !

Le 21 mars 2018, enseignants et parents se sont rassemblés devant le centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg. Une délégation de l'intersyndicale SE-Unsa, SNUipp-FSU, Snudi-FO et Sgen-CFDT a été reçue par le directeur de cabinet du maire et l'adjointe en charge des affaires scolaires.

Les élus strasbourgeois se sentent plus légitimes que les parents et les enseignants à décider ce qui est « bon » pour les enfants et restent sourds au message que la grande majorité des conseils d'école ont acté par un vote (retour aux 4 jours dès septembre 2018) et lui ont adressé. Du haut des tours de l'Eurométropole, la mairie installe, comme en 2013, un long protocole de conférence-débats, questionnaires, groupes de travail qui devront déboucher sur le modèle à mettre en place à la rentrée 2019.

L'intersyndicale a défendu bec et ongles la parole du terrain, celle des conseils d'écoles strasbourgeois. Mais le discours des responsables de la mairie est inchangé. **Comme si les conseils d'école n'existaient pas. Comme si l'avis des enseignants, sans doute les plus légitimes à parler de ce qui se passe dans les classes, n'avait pas de valeur. Comme si l'avis des parents d'élèves élus, lui aussi, ne comptait pas.**

Malgré l'inscription des conseils d'école dans la loi (D411-2 du Code de l'éducation), la ville ne considère pas que ces instances soient représentatives. Elles sont pourtant de facto **le seul lieu règlementaire et légitime de la démocratie scolaire et de l'expertise croisée.**

La rupture entre la ville et les conseils d'école semble donc consommée.

L'intersyndicale se retrouvera prochainement pour convenir des suites à donner à l'action.

Strasbourg, le 23 mars 2018